



UNIVERSITE D'ETE DE L'ALLIANCE CENTRISTE

Laval, le 28 août 2010

Allocution de clôture par Jean Arthuis

Au terme de notre première « Université d'été », je veux vous remercier d'être venus en Mayenne, à Laval, pour une journée de réflexion sur la situation de notre pays et sur les actions à conduire pour répondre aux attentes inquiètes de nos concitoyens. Le désenchantement est profond, il plombe la vie politique. Dans ce contexte de crise aux multiples facettes, le principal risque contre lequel nous devons nous prémunir serait de sous estimer l'ampleur des réformes à accomplir et des efforts à consentir pour redresser notre pays. Les récents frémissements statistiques, ceux de la croissance au second trimestre, ne doivent nourrir aucune illusion. Le retour de la confiance n'est pas une affaire de communication, si habile soit elle.

Pendant cette journée, prenant la mesure des conséquences de la crise, la montée du chômage, le creusement de nos déficits publics, l'insécurité, nous avons commencé à esquisser, à grands traits, ce qui pourrait devenir notre projet politique. Oui, un projet et une vision, car nous entendons développer au sein de notre société une culture de la réforme, conforme aux valeurs d'innovation, de justice et de modération. Tout au long de cette journée, nous avons mis en évidence les dysfonctionnements qui affectent les affaires publiques et mettent en cause la gouvernance politique. Ces dysfonctionnements, ils ont commencé à se manifester bien avant le déclenchement d'une crise qui n'a fait qu'aviver la perception que nous en avons et qui a amplifié leurs conséquences sur notre vie. Comment garantir aux générations futures l'accès à un développement durable, à une protection sociale efficace, à une formation du meilleur niveau ? Comment organiser et réguler une société mondiale pacifique et solidaire, attentive aux besoins des populations les plus fragiles ? Comment adapter la société française et européenne aux exigences d'une croissance retrouvée dans un monde bouleversé par la globalisation et les nouvelles technologies ?

Comment sauvegarder les valeurs de la démocratie libérale et du régime représentatif, défendre les droits fondamentaux et les libertés individuelles, préserver l'équilibre des pouvoirs, garantir l'indépendance de l'autorité judiciaire, assurer une information pluraliste, gager l'autonomie des collectivités territoriales ? Comment construire une Europe unie, prospère et respectée, dans la fidélité à l'idéal d'intégration des « Pères fondateurs » de l'Europe communautaire ? Autant de questions auxquelles nous devons répondre. Mes Chers Amis, il est de notre responsabilité de faire émerger une offre politique originale, qui ne se paye pas de mots, une offre identifiée centriste, conforme à nos valeurs. Un mode de gouvernance à l'abri des conflits d'intérêts, des surenchères partisans et des visions manichéennes du pouvoir. L'engagement politique doit retrouver son sens.

Dans cet esprit, nous devons d'urgence, par respect pour les Français, satisfaire à une première exigence, celle qui rompt avec la pratique de l'illusionnisme collectif, l'exigence de vérité. Or cette rupture, pour être bénéfique, appelle l'apaisement et la pédagogie, le dépassement des joutes politiciennes et des gesticulations électoralistes. De ce point de vue, le blocage est profond et ce ne sont certainement pas les déclarations estivales qui vont permettre de dégager les lourdes incertitudes qui encombrant notre horizon. La majorité comme l'opposition restent dans des positions tactiques, se laissant aller à des outrances, à la lisière, parfois franchie, du ridicule. Théâtralisation insupportable pour nous centristes, nous qui sommes attachés à la tolérance et au respect des personnes, de toutes les personnes.

Fin juillet, Nicolas Sarkozy a prononcé un discours martial à Grenoble, au lendemain des incidents du quartier de la Villeneuve, promettant d'aller au-delà du droit existant pour « dénaturiser » des personnes d'origine étrangère qui auraient « *volontairement porté atteinte à la vie d'un policier, d'un militaire de la gendarmerie ou de toute autre personne dépositaire de l'autorité publique* ». La gravité de tels actes n'échappe à personne, mais faut-il pour autant modifier à nouveau notre arsenal répressif ? Il existe suffisamment de dispositions dans notre Droit pour sanctionner tous ces crimes et attentats qui nous affligent. Faut-il, à cette occasion, stigmatiser nos concitoyens d'origine étrangère ?

A quoi sert-il de créer ainsi un lien arbitraire entre délinquance et immigration ? Commençons par faire respecter les règles en vigueur et cessons de légiférer plusieurs fois chaque année sur la sécurité. Nous sommes dans un exercice devenu largement incantatoire qui ne peut qu'accroître les tensions dans les quartiers et entre les Français eux-mêmes, selon leur origine. L'agitation médiatique autour des Roms, l'évacuation de leurs camps illégaux, leur retour en Roumanie moyennant versement d'une indemnité de départ avec la quasi certitude d'un prochain retour, tout cela donne en spectacle une forme d'impuissance politique à régler avec humanité un problème lancinant. Cessons de laisser croire qu'il suffit de modifier les lois pour résoudre les difficultés, d'alourdir les sanctions pour réduire l'insécurité.

Les circonstances de retrait de la nationalité sont déjà inscrites dans notre Code pénal. En allant plus loin, nous prendrions le risque de créer des apatrides. Qu'il soit clair que nous ne pouvons pas suivre le Gouvernement lorsqu'il prend de tels chemins.

De même, quel jugement porter sur les paroles provocantes de Christian Estrosi préconisant de mettre à l'amende les maires jugés déficients en matière de lutte contre l'insécurité ? La gravité de la situation n'autorise pas ce type de dérapage tout juste bon à déclencher d'inutiles polémiques. Nous savons bien que les maires assument avec conscience et détermination leurs prérogatives en ce domaine. Mais nous savons aussi que dans certaines communes, dans certains quartiers, les moyens dont ils disposent sont souvent insuffisants et que dans ce type de combat, les maires agissent autant pour le compte de l'Etat, comme officier de police judiciaire, qu'en leur qualité de chef de l'exécutif local. Le soupçon ainsi affiché va à l'encontre de l'esprit de rassemblement et d'apaisement qui conditionne la réussite de la lutte contre l'insécurité.

Mais l'insécurité n'est pas seulement physique et cantonnée dans les quartiers difficiles. L'insécurité frappe dans le monde du travail. Toutes les familles sont affectées à un moment ou à un autre. Le ressenti est d'autant plus douloureux que les moyens sont modestes. Les réponses institutionnelles répandent diverses formes d'assistanat dont le coût budgétaire devient insoutenable et l'impact social et humain dangereux.

La peur de perdre son emploi déstabilise les Français, les obstacles dressés sur le chemin des jeunes en quête de leur premier contrat suscitent la révolte des candidats et de leurs familles. Le spectre de la faillite de notre système de retraite et, plus globalement de nos finances publiques altère le lien entre les personnes et jette le doute sur la solidarité entre les générations.

Face au gouvernement, la gauche est installée dans le déni de réalité, « *la retraite à 60 ans est son marqueur politique* ». Il s'agit en fait d'une utopie mitterrlandienne à laquelle tous les pays comparables à la France ont renoncé, y compris autour de nous, en Europe, sous des majorités de gauche. Nous sommes installés dans l'utopie plus globale de la réduction du temps de travail. Et comme ce rêve s'accommode mal avec la compétitivité et les contraintes économiques, les activités et les emplois quittent le territoire national, accentuant les maux dont nous souffrons. C'est en cela que l'option socialiste est une impasse.

A l'inverse, nous voyons bien, à la lumière de la crise, les limites du capitalisme et d'un libéralisme débridé, dérégulé. La concentration des groupes d'entreprises, la financiarisation, la cupidité de certains grands acteurs nourrissent les pires spéculations. Les principes et les règles de la concurrence sont bafouées et inopérantes.

Et lorsque la bulle explose, que la confiance disparaît, lorsque vient l'imminence du collapsus, lorsqu'est avéré le « risque systémique », face à l'implosion générale, les Etats prennent le relais pour tenter de rétablir la confiance, et les contribuables jouent alors les secouristes au chevet des géants. « Too big to fail » disent les anglo-saxons. Autrement dit « plus vous êtes important, plus vous devez être aidé, car votre faillite mettrait en péril l'ensemble de la société ».

Dans l'urgence, les gouvernements des principaux pays de la planète se sont réunis, ont institué le « G 20 », et établi une liste de recommandations : lutte contre les paradis fiscaux, ces « trous noirs » de l'économie, définition de nouvelles règles de surveillance des marchés financiers et des principaux opérateurs. Tout cela est prometteur mais il faudra encore du temps pour passer du stade des bonnes intentions à celui des actes et de l'effectivité. Ce défi ne peut être relevé que par l'Europe.

Or parmi les membres du G 20, il y a un Américain, un Chinois, un Japonais et six Européens ! Jean-Louis Bourlanges nous a admirablement décrit les enjeux de la gouvernance européenne. Sommes-nous prêts à « fédéraliser » notre engagement européen. La crise a constitué un bon révélateur de toutes nos faiblesses. Dans un premier temps, ce fut le chacun pour soi. Chaque Etat membre volant au secours de ses banques, au mépris des règles communautaires. Il a fallu attendre la crise Grecque pour que s'esquisse une forme de solidarité fédérale avec l'institution d'un « Fonds européen de stabilité financière ». C'est un pas engageant et prometteur.

Mais n'attendons pas tout de l'Europe. C'est nous qui devons mettre de l'ordre dans notre propre maison avant que d'aller donner des conseils à nos partenaires. Trois défis incontournables doivent être relevés : 1) L'équilibre de nos comptes publics, 2) La réforme de notre système de retraite, 3) La compétitivité de notre économie. Ces trois défis conditionnent la solidarité entre les Français et surtout la solidarité entre les générations.

L'ampleur de nos déficits publics et celle de notre endettement n'ont pas à être rappelées ici. Pour rétablir l'équilibre il faut à la fois contenir et réduire les dépenses et accroître les recettes. C'est une somme d'efforts sans précédent que nous allons devoir accomplir. Les réformes nécessaires exigent pédagogie et apaisement. Elles ne seront acceptées que si elles sont marquées du signe de la justice. Qu'il s'agisse des crédits d'intervention, des subventions, des charges de personnel ou bien des dépenses fiscales ou sociales, ces fameuses « niches » dont on parle tant en cette veille d'arbitrages budgétaires, de remise en cause de certaines baisses de TVA ou de hausse d'impôts, l'équité est la règle. Certaines positions du Président de la République et de son Gouvernement m'inquiètent. Pouvons-nous augmenter l'impôt en maintenant le bouclier fiscal ? Evidemment non ! C'est un symbole qui bloque tout. Nous l'avons bien compris à l'occasion de l'institution d'un impôt spécial destiné à financer la généralisation du RSA, en 2008. Seuls ont subi le supplément de charge, les contribuables ne bénéficiant pas du bouclier.

Nous savons aussi, et c'est une vraie injustice, que ce bouclier ne s'applique pas au revenu de référence mais au revenu après déduction des avantages résultant des « niches ».

Il faut abroger le bouclier fiscal. Et comme le bouclier est la mauvaise réponse à ce mauvais impôt qu'est l'ISF (c'est une singularité française, les autres Etats européens qui l'avaient institué y ont renoncé), il faut abroger les deux et revoir le barème d'impôt pour les plus hauts revenus.

S'agissant des retraites, le Gouvernement vient d'adopter un projet de loi qui arrive en discussion devant le Parlement dans quelques jours. Il va dans la bonne direction, mais le compte n'y est pas en termes financiers et subsiste la délicate question de la reconnaissance de la pénibilité. Je parle bien sûr sous le contrôle de Muguette Dini et de Pierre Méhaignerie. Ils vont jouer un rôle de premier plan lors du débat devant nos assemblées respectives. Ma conviction est que pour rétablir la justice, nous avons besoin de privilégier la responsabilité et la liberté des personnes. La réforme attendue est d'ordre systémique, c'est la retraite à points, la retraite par compte individuel, par compte « notionnel », avec la garantie de l'Etat. Elle conditionne directement la solidarité entre les générations. Pourquoi nous en tenir, un fois encore, à une apparence de réforme ?

Enfin, à propos de la compétitivité, nous devons être conscients que notre potentiel de croissance, du fait de la crise, a chuté de plusieurs points. Pour nous extraire de l'ornière dans laquelle nous nous enfonçons, nous devons nous préparer à une stratégie de rupture, tant en matière de règles sociales, notamment celles relatives à la durée du temps de travail, que de prélèvements obligatoires. L'inertie qui prévaut aujourd'hui est destructrice d'emplois. Il y a urgence à financer autrement nos branches «santé » et «famille » qui sont au cœur de notre protection sociale et de notre pacte Républicain. Le redressement économique ne peut se satisfaire d'apparences de réformes. Brisons les tabous si souvent invoqués au nom du « politiquement correct » !

Pendant cette journée, faute de temps, nous n'avons pas évoqué les questions internationales. Nous y reviendrons lors de prochaines rencontres. Je m'en tiendrai à une remarque personnelle pour vous dire que la France est pleinement en mesure de jouer un rôle hors de nos frontières lorsque les difficultés internes sont résolues.

Comme tous les pays, elle doit s'efforcer de conduire une politique, d'exprimer une ambition, en adéquation avec ses moyens. A l'image des familles ou des entreprises, les pays sur endettés aliènent leur indépendance. Or, le Président la République, selon notre Constitution, est « *garant de l'indépendance nationale* ». Dans quelques mois, la France va présider le G20 et le G8, deux instances qui préfigurent une « gouvernance du Monde », pour tenter de réduire les déséquilibres, de stabiliser les parités monétaires, de contenir la volatilité du prix des matières premières, de lutter contre le réchauffement climatique, de venir en aide aux pays les plus pauvres.

L'autorité de notre présidence va largement dépendre de notre situation interne. Avant de donner des conseils au monde entier, assurons-nous de l'exemplarité de notre modèle. A dire vrai, je pense que nous gagnerions à communautariser, à européaniser, une partie grandissante de notre politique de défense et d'affaires étrangères. En termes de moyens et d'efficacité, je ne doute pas des progrès que nous pourrions ainsi atteindre. C'est en cela que les souhaits de rapprochement entre la France et l'Allemagne, de renforcement du couple Franco - Allemand, sont porteurs d'espoirs. Il nous appartient d'exprimer sans cesse et avec force notre foi en l'Europe. Méditons cette observation de Tocqueville, formulée au retour de son Voyage en Amérique « *Ce qui a favorisé l'établissement de la constitution en Amérique c'est que les différents Etats jeunes encore et peu habitués à l'indépendance n'avaient pu encore nourrir à un haut degré cet orgueil individuel et ces préjugés nationaux qui rendent si pénible aux vieilles sociétés la cession des moindres parcelles de leur souveraineté* ».

Chers Amis, c'est parce que les Français attendent une autre offre politique, qu'il y a urgence à faire entendre la voix centriste. Un récent sondage nous apprend qu'une majorité de Français souhaitent la victoire de la gauche, mais que ceux-ci pensent que la Gauche ne fera pas mieux que la droite ! C'est pour cela que nous devons cesser de nous exprimer en ordre dispersé, encourageant le risque fatal de n'être point entendus. Dès la rentrée parlementaire, nous allons tenter de briser les frontières des groupes et déposer des amendements auxquels nous apporterons notre soutien, donnant ainsi des repères à notre communauté de pensée, d'idéal et de valeurs. J'espère que nous serons nombreux à voter le « triptyque » : abrogation du bouclier fiscal, abrogation de l'ISF, hausse du barème pour les plus hauts revenus.

Et puis nous devons bien sûr préparer les échéances électorales de 2011 : cantonales en mars, sénatoriales en septembre (pour la première fois, le renouvellement portera sur la moitié des sièges et non plus le tiers). Mais ce qui compte avant tout, c'est d'exprimer une vision du monde en devenir, de notre société en mutation, c'est de formuler des propositions qui rompent avec l'illusionnisme ambiant, qui rassemblent les Français, qui apaisent le débat pour mieux gommer tous les artifices. Nous avons placé cette journée sous le signe de la solidarité entre les générations. Il nous reste à démontrer que les centristes sont capables de se rassembler pour donner corps à leurs idées et faire vivre leurs valeurs de liberté et de solidarité. Nous appelons de nos vœux un Centre indépendant, libre, audacieux et responsable. Un Centre rassemblé, réconcilié, ouvert, sans aucune exclusive. Refondons notre famille, donnons-nous rendez-vous dans notre maison commune et formulons notre projet, pour tous les Français. Un projet privilégiant l'éthique autant que l'action, un projet humaniste tenant à égale distance le bonapartisme des uns et le populisme des autres. C'est alors, Chers Amis, que viendra l'heure de soutenir celui d'entre nous qui apparaîtra le plus apte à porter notre projet devant les Français. Et là, nous pourrions dire, comme pour les grandes compétitions que : « *c'est déjà une victoire que d'être au départ* ».